

RELATIONS ENTRE ALGER ET CONSTANTINOPLE SOUS LA GOUVERNEMENT DU DEY MOHAMMED BEN OTHMANE PACHA (1766-1791), SELON LES SOURCES ESPAGNOLES

*Mr. İsmet TERKI-HASSAINE**

Jusqu'à l'heure actuelle, nous ne disposons d'aucune étude qui affronte d'une manière générale ou particulière les relations entre Alger et Constantinople durant la présence ottomane en Algérie.

Evidemment cette grande lacune historique n'est nullement dûe à un manque de volonté de la part des historiens, mais plutôt à l'inexistence ou l'inaccessibilité des documents conservés dans les principaux fonds d'archives de l'Algérie et de la Turquie¹. Ceci dit que beaucoup de points demeurent obscurs sur les rapports entre la Régence d'Alger et la Sublime Porte, et cela sur une période très longue qui s'étend sur plus de trois siècles, c'est à dire de 1516-date du rattachement d'Alger à Constantinople par Kheirredine Barberousse-jusqu'en 1830-date de l'occupation française en Algérie, et qui ne pourraient être éclairés avec précision et exactitude qu'après une exploitation systématique de la dite documentation. En attendant les résultats de ces travaux de recherche, il m'a semblé utile sinon nécessaire de se contenter des témoignages des sources documentaires étrangères conservés dans les principaux fonds d'archives d'Europe.

Précisément l'objet de la présente étude est de montrer à partir d'un cas précis et d'une période précise quelle a été l'attitude

* Université d'Oran, Algérie.

1. Une partie très importante des registres du Beylik et de Beit-el-mal (Trésor) de la période ottomane (1516-1830) a été restituée au gouvernement algérien, après de longues négociations avec la partie française (1968-1980). Ce fonds de documents est conservé actuellement dans les Archives Nationales d'Alger.

adoptée par Alger par rapport à Constantinople dans ses relations avec l'Europe Occidentale, et cela pour nous ramener à poser la question suivante: peut on dire que la politique extérieure menée par la Régence d'Alger était dépendante ou indépendante de la Sublime Porte.

L'exemple choisi, pour étudier cette question est celui d'une part des relations entre l'Espagne et la Régence d'Alger et d'autre part entre ce même pays et la Turquie, sous le gouvernement du Dey Mohammed ben Othmane Pacha (1766-1791). Il est à signaler par ailleurs que presque toute cette étude est basée sur les sources espagnoles, concrètement sur la correspondance officielle échangée entre Alger-Madrid et Constantinople-Madrid, conservée dans la Section d'Etat de l'Archivo Histórico Nacional de Madrid.

Ainsi donc, les principaux points que nous allons développer dans la présente étude sont: premièrement l'attitude respectueuse d'Alger vis à vis du Sultan ottoman, deuxièmement les difficultés rencontrées pour l'envoi du Firman de la Grande Porte à Alger, troisièmement le rejet ou refus d'Alger du firman qui lui recommandait de faire la paix avec l'Espagne, quatrièmement la signature du traité de paix hispanoargelino de 1786, dans la garantie de la Sublime Porte et finalement l'envoi à Alger d'un autre firman du Sultan de Constantinople.

Avant d'aborder ces points, il me semble qu'il serait utile de faire une petite allusion à la période antérieure au processus des négociations de paix du triangle Alger-Madrid-Constantinople entamé à partir de 1778. En effet, la période comprise entre 1766 et 1767 - période où l'Espagne venait de signer son premier traité de paix avec un pays musulman: le Maroc, après plusieurs siècles d'hostilités-a été une occasion pour le sultan alawi Sidi Mohammed ben Abdullah pour rapprocher et obtenir une trêve entre Madrid et Alger. Je ne peux m'étaler sur ce point, qui n'est nullement l'objet de mon étude; mais j'y reviendrais peut être dans l'une de vos prochaines livraisons².

2. Parmi les historiens qui ont étudié d'une manière systématique les relations hispano-marocaines sous le règne de Charles II sont: V. Rodriguez Casado: *Política marroquí de Carlos III, C.S.I.C.*, Madrid, 1946; R. Lourido Díaz: *El sultanato de Sidi Mohammed ben Abdellah (1957-1790)*, Grenade, C.H.I., 1970; M. Arribas Palau: "Una mediación de Marruecos entre España y Argelia", *A.I.E.A.*, No: 6m Madrid, 1952; Idem: *El cautiverio de cinco españoles en Argel*", *Pesperiis Tamuda*, No: 16, Rabat, 1975.

Tout ce que je peux dire, c'est que le sultan marroccain a échoué dans sa tentative de médiation. Même son intervention postérieure auprès du Sultan de Constantinople, dans le but de faire pression sur Alger, s'est soldée par un échec. Il a réussi seulement, grâce à son plénipotentiaire Sidi Ahmed el Ghazzel, el consentement des deux gouvernement pour échanger leurs captifs; opération qui s'est effectuée entre le mois de novembre 1768 et février 1769.³

La période qui suivit cette opération de rédemption se caractérisa par une intensification des activités corsaires des algériens en Méditerranée occidentale provoquant un désarroi total sur les côtes méridionales de la péninsule ibérique, et perturbant par la même occasion une partie du trafic maritime espagnol. L'opération "Limpieza del mar" menée par les experts de la "Real Armada" de la marine espagnole - comme par exemple le fameux général A. Barceló, connu par ses prouesses maritimes contre la flotte anglaise en Méditerranée - n'a pas réussi à mettre un terme à cette situation. La seule alternative préconisée par les conseillers du roi Charles III était évidemment celle de s'attaquer au mal à sa racine, en s'emparant d'Alger. Ainsi donc en juillet 1775, une grande expédition dirigée par le général O'Reilly - prévue antérieurement contre le Maroc⁴, contre Alger se termina par un échec total des troupes espagnoles durant leur débarquement dans la partie sud-est de la capitale, cette victoire algérienne a eu de grandes répercussions politiques sur le plan international.

I. RAPPROCHEMENT ENTRE ET MADRID ET ATTITUDE DE CONSTANTINOPLE

Deux circonstances inattendues, d'une part la nomination, du côté espagnol, à la tête du gouvernement de l'illustre juriste le comte de Floridablanca au début de l'année 1776,⁵ et d'autre part celle du côté algérien de Sidi Hassan au poste de Wakiladji ou ministre

3. Archivo Histórico Nacional de Madrid (A.N.N.M.), Sección de Estado (S.E.), Liase No: 3565, fol.I, (lettre rédigée en arabe). Sidi Ahmed el Ghazzel au Marquis de Grimaldi. Alger 19 Novembre 1768.

4. Durant le siège de Mèlilla par les marocains (entre novembre 1774 et mars 1775), le gouvernement espagnol prépara une expédition contre le Maroc; mais celle-ci n'a pas eu lieu, suite à la demande marocaine de faire une trêve avec l'Espagne. Ainsi donc profitant de cette circonstance, il l'a dirigée contre Alger. Sur l'échec et la désastreuse de cette expédition il existe un grand nombre de travaux, publiés principalement dans la Revue Africaine.

5. L'échec de cette expédition contre Alger a engendré un grand malaise politique au sein de la Cour d'Espagne et une très mauvaise impression de l'opinion publique espagnole.

de la Marine su début de l'année suivante⁶, ont permis aux deux gouvernements antagonistes de Madrid et d'Alger de se rapprocher pour essayer de trouver une formule d'entente, afin de mettre un terme à leur longue période d'hostilités. Cette volonté politique des deux gouvernements s'est traduite aurdébut de l'année 1779 par la libération du colonal espagnol Casabiella du côté algérien, et de deux rais ou capitaines algériens Hadji et Mustapha du côté espagnol⁷.

Malheureusement cette bonne volonté politique s'est butée aux divergences des deux pays quant à la procédure pour entamer le processus de paix: Ala demande algèrinnne du rachat des captifs espagnols, l'Espagne répond qu'elle ne pourrait le faire que si le Dey d'Alger faisait la proposition de paix au roi Charles III⁸.

Pour esquiver de faire cette proposition- considérée à Alger comme un déshonneur de faire le premier pas- en montrant qu'il est disposé à faire la paix, le Dey proposa al gouvernement espagnol de la conclure d'abord avec la Sublime Porte⁹.

Dans une de ses lettres adressées à la Cour d'Espagne, l'administrateur de l'Hôpital d'Alger, le Père Joseph Conde met en relief l'importance et l'intérêt des relations entre Alger et Constantinople¹⁰, considérante que la Régence d'Alger vénérât et respectait le Sultan de Constantinople, en acceptant le titre honèrifique et symbolique de Pacha octroyé au Dey élu par lasmilice ou imposé par un groupe à la suite d'un coup d'Etat. Par ailleurs, il ajoutait

le qui ont poussé le Permier Ministre du Secretariat d'Etat, le Marquis de Grimaldi à déposer sa démission au roi Charles III, le 7 novembre 1776. Il fut rempalcé par le comte de Floridablanca (son vrai nom Joseph Moniño), amlassadeur de la Cour d'Espagne à Rome.

6. Sidi Hassan était le favori du Dey Mohammed ben Othamane Pacha, et en même temps il était l'unique ministre du gouvernement algérien. en faveur de la paix avec l'Espagne. Son inclination vers ce pays s'est manifestée à la suite du bon accueil qu'il pagne. Son inclination vers ce pays s'est manifestée à la suite du bon accueil qu'il a reçu à Carthagène lors de sa captivité. Il vonvient de souligner qu'il a été pris comme caprif par une escadre espagnole à son retour de Constantinople.

7. A.H.N.M., S.E., 3589. El Wakiladji Sidi Hassan au Narquis de Castejon. Alger 14 avril 1777, 1. fol. (lettre rédigée en arabe).

8. Ibidem. Le marquis de Gonzalex Castejón al Wakilardji Sidi Hassan. Aranjues, 23 janvier 1778, 2 fols. (minute).

9. Ibidem, J. Conde et J. Souza au comte de Floridablanca. Alger 3 janvier 1780, 6 fols.

10. Il a té chargé par la Cour d'Espagne, avec la collaboration d'un négociant portugais à Alger (ex captif) Joseph Souza, de négociver avec le gouvernement d'Alger le rachat, échange de captifs et la paix avec l'Espagne.

que le gouvernement algérien, par respect au sultan, ne serait jamais disposé à conclure la paix avec un pays européen si celui-ci ne l'avait pas fait d'abord avec la Sublime Porte.¹¹ Tout cela nous fait croire que rien en se fait en politique extérieure de la Régence d'Alger sans le consentement de Constantinople, c'est à dire qu'il n'avait pas de liberté d'action dans ses relations internationales. Mais la réalité est tout autre si on analyse comment Alger a procédé dans négociations avec l'Espagne.

2. DIFFICULTES POUR OBTENIR LE FIRMAN DU SULTAN

A la lumière des propositions faites par le Dey Mohammed ben Othmane, le gouvernement espagnol décida, au mois de juillet 1778 d'envoyer secrètement à Constantinople J. Bouligny¹², avec le titre de plénipotentiaire du roi Charles III, et avec des instructions précises pour conclure un accord de paix avec la Sublime Porte mais aussi et surtout -et c'est l'objectif numéro un de sa mission- pour obtenir un firman du sultan destiné à la Régence d'Alger, de Tunis et de Tripoli les obligeant à suivre son exemple.

Il convient de souligner que la mission secrète de J. de Bouligny n'était pas passée inaperçue à Constantinople. Bien qu'il soit présenté comme représentant de l'Ordre de "San Francisco de la Santa Casa de Jerusalem" pour négocier avec le gouverneottoman le rachat des captifs espagnols,- et cela dans le but de ne pas attiré l'attention des ambassadeurex européens accrédités dans cette ville, toujours prêts à frêner ou à éviter toute tentative de epaix projetée par Madrid- tout le monde s'est rendu compte de l'objectif de sa mission. Cette démarche diplomatique -qualifiée de ridicule par l'historien espagnol E. Garriguez¹³-, mal conçue au départ n'a pas apporté ses fruits, comme le sousaitait la Cour d'Espagne. L'intrigue est devenue monnaie courante chez les ambassadeurs des

11. A.H.N.M., S.E., L.3593. El Wakilardji Sidi Hassan au comte de Floridabalanca. Alger 4 janvier 1780, 4 fols.

12. Selon M. Controtte (*España y los países musulmanes durante el ministerio del conde de Floridablanca*. Madrid, 1909, pp.292-293), J. de Bouligny est d'origine française mais de nationalité espagnole, résidant à Séville et ayant la fonction de bijoutier. Pour ses multiples voyages d'affaire au Moyen Orient et pour ses profondes connaissances des coutumes musulmanes, il a été choisi par la Cour d'Espagne pour entreprendre des négociations de paix avec la Sublime Porte.

13. E. Garriguez: *Undestliz diplomático. La paz hispano-turca*. Revista del Occidente, Madrod, 1962, No. spécial, pp.144-145.

pays ennemis de L'Espagne, surtout de l'Angleterre et des pays nordiques, pour empêcher la signature d'un traité de paix hispano-turque¹⁴.

Ainsi donc, à peine qu'il a commencé ses négociations avec le gouvernement ottoman qu'elles se compliquèrent rapidement. Le point le plus polémique de ces négociations et le plus difficile à réaliser, est celui qui se réfère aux régences d'Alger de Tunis et de Tripoli. Le sublime Porte a rejeté catégoriquement et sans discussion toute proposition faite par J. de Boulogny d'inclure dans le traité de paix hispanoturque un article que le sultan s'engagerait 'a obliger ces régences de faire la paix avec la Espagne. Il lui fait savoir que ces" provinces éloignées de l'empire ottoman sont considérés comme des Etats indépendants¹⁵; en lui faisant entendre qu'elles étaient libres d'accepter ou de refuser un accord de paix avec l'Espagne. Un peu plus tard, suite à la déclaration de guerre entre la Turquie et la Russie; la Sublime Porte laissait sous-entendre au plénipotentiaire espagnol que le Sultan serait disposé à intervenir auprès de la Régence d'Alger, pour lui recommander de faire la paix avec son gouvernement si celui-ci se conformait à signer un traité d'alliance avec la Turquie contre la Russie¹⁶. Evidemment, vu la conjoncture défavorable de l'Espagne de l'époque dans sa guerre contre l'Angleterre (1773-1782), et vu également la neutralité de la Russie dans ce conflit, la Cour d'Espagne a rejeté catégoriquement cette proposition, raison pour laquelle le processus de négociations s'est presque interrompu durant presque quatre années (1779-1782). Ce est que grâce aux efforts constants déployés par J. de Boulogny auprès des membres influents du Diwan, tel que par exemple le capitaine Pacha Hasan, que le Sultan Abdel Hamid Khan s'est incliné à rédiger un document à part, trois jours après avoir signé le traité de paix hispano-turque du 12 Septembre 1782-, dans lequel il recommandait aux dirigeants des trois dites régences de faire la paix avec l'Espagne¹⁷.

Il convient de préciser que ce document, appelé firman, n'est nullement un caractère obligatoire. Il s'agissait justement

14. A.H.N.M., S.E., L. 4756. L. de Boulogny à Floridablanca. Constantinople 12 juin 1779, 3 fols.

15. Ibidem... Constantinople 16 août 1781, 3 fols. (lettre rédigée en français).

16. E. Garriguez, op.cit.b., pp.144-147.

17. A.H.N.M., S.E., L.4756. J. de Boulogny à Floridablanca. Constantinople 17 novembre 1782.

d'informer ces trois gouvernants sur l'accord de paix qui venait d'être signé entre les deux nations, les exhortant vers la fin à faire de même, en leur laissant le champ libre d'accepter ou de rejeter cette paix¹⁸.

Précisément dans sa lettre du 16 Septembre 1782, J. de Boulogny a attiré l'attention de son gouvernement sur le peu d'influence qu'exerçait la Sublime Porte sur la Régence d'Alger, après lui avoir dressé un tableau retrospectif sur les rapports qui existaient entre Constantinople et Alger. Il ajoute par ailleurs que, pour des raisons politiques, la Sublime Porte ne s'immisce plus depuis longtemps dans les affaires intérieures et extérieures des gouvernants algériens.¹⁹

Cette aspiration du pouvoir algérien de mener librement sa politique extérieure, sans aucune pression de Constantinople, est nettement reflétée dans la documentation que j'ai consultée à la Section d'Etat de l'Archivo Histórico Nacional. Le refus, par exemple du DEY Mohammed ben Othmane Pacha, au mois de juillet 1783, de remettre des navires autrichiens capturés par les corsaires algériens à l'envoyé spécial de la Sublime Porte (alors qu'ils navigaient avec des sauf-conduits ottomans), et sa ferme détermination de poursuivre la guerre contre l'Autriche ainsi que Naples²⁰ - bien qu'il y ait un accord de paix conclu entre ces deux pays et la Turquie - traduisent parfaitement le désir du gouvernement d'Alger de se détacher complètement du pouvoir central.

3. REJET DU FIRMAN PAR LE DEY

Après réception du firman par la Cour d'Espagne, le Premier Secrétaire d'Etat espagnol le comte de Floridablanca dépêcha immédiatement à Alger une copie de ce document accompagnée d'une lettre adressée à l'administrateur de l'Hôpital d'Alger le Père J. Conde, dans laquelle il lui ordonnait d'entamer les négociations de paix avec le dey.

18. Ibidem, L. 4760. Firman rédigé en Osmanli, signé par le sultan Abdel Hamid et destiné aux trois régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli. Constantinople, début du mois de Ramadhan 1196, 1 fol.. de document est accompagné par sa traduction en italien (correspond au 15 septembre 1782 de l'ère chrétienne).

19. Ibidem... J. de Boulogny au comte de Floridablanca. Constantinople 16 septembre 1782, 4 fols.

20. Ibidem, ...3586, J. Conde au comte de Floridablanca. Alger 18 février 1783, 2 fols.

Mais, après lecture de ce document, qui a été présenté par ce dernier comme un ordre du Sultan, le Dey refusa catégoriquement de traiter la paix avec l'Espagne, sous prétexte qu'il n'avait pas encore reçu le document original de la Sublime Porte²¹. Alors que même ce document qui lui a été adressé par la suite n'a pas été reconnu par lui et son gouvernement²². Même les démarches postérieures entreprises par la Cour d'Espagne auprès de Constantinople, pour faire pression sur Alger n'ont pas donné de résultats positifs²³.

Enfin, après avoir utilisé toutes les voies possibles pour arriver à un compromis pacifique, le Roi Charles III, sur proposition de ses conseillers militaires décida d'imposer à Alger la paix par la force des armes. En effet en deux fois consécutives, Alger est bombardé par l'escadre espagnole commandée par le général A. Barceló, en 1783 et 1784.²⁴

Il faudrait souligner également, durant ces démonstrations navales espagnoles, la Sublime Porte n'a entrepris aucune démarche diplomatique auprès de la Cour de Madrid pour empêcher ces opérations belliqueuses. Mais par contre elle a prêté assistance militaire à Alger, en envoyant de nouvelles recrues et des munitions de guerre. En effet, cette aide militaire, a été dénoncée énergiquement par le gouvernement espagnol, au nom de quelques articles du traité de paix hispano-turque de 1782. Mais, nous constatons qu'aucune suite n'a été donnée à cette protestation²⁵. Même les promesses faites par le capitaine Pacha à l'ambassadeur du cabinet espagnol, pour faire pression sur Alger, n'ont pas été tenues²⁶.

Ainsi donc, le souhait de la Sublime Porte de ne pas compromettre l'engagement politique du gouvernement d'Alger vis à vis de

21. Ibidem.

22. Ibidem... L. 3612. J. Conde á Floridablanca. Alger, II août 1783, 10 fols.

23. Ibidem... L.4761. J. de Boulogny á Floridablanca. Constantinople 27 Septembre 1783, 3 fols.

24. Sur ces deux bombardements d'Alger de 1783 et 1783, les historiens français ont publié beaucoup de travaux dans la *Revue Africaine*. Du côté espagnol, il ya lieu de citer l'ouvrage de G. Gustavino: *Los bombardeos de Argel en 1783 y 1784 y su repercusion literario*. I.E.A., Madrid, 1949.

25. A.H.N.M., S.E., L.4742. J. de Boulogny á Floridablanca. Constantinople 6 Septembre 1784.

26. Ibidem, Constantinople 25 Octobre 1784, 4 fols.

ne pas compromettre l'engagement politique du gouvernement d'Alger vis à vis de l'Espagne et la détermination de ce dernier de dicter sa propre ligne de conduite, seraient à mon avis des indices révélateurs d'un Etat plus qu'autonome, je dirais même indépendant.

4. TRAITE DE PAIX ALGERO-ESPAGNOL DE 1786 SANS LA GARANTIE DE LA SUBLIME PORTE

Ayant constaté que la Sublime Porte n'avait aucune autorité sur Alger, le cabinet de Madrid chercha la voie directe pour négocier la paix. En effet au cours de la première semaine de juin 1785, un envoyé officieux de la Cour d'Espagne, le comte d'Expilly, se présenta au palais du Dey, pour faire des propositions de paix²⁷, et par la même occasion préparer le terrain à l'envoyé spécial du Roi Charles III, le plénipotentiaire J. de Mazarredo, qui est arrivé à Alger quelques jours plus tard. Le 16 juin 1785, un accord de paix, est conclu difficilement entre les deux parties, où le représentant de Cour d'Espagne s'est engagé à remettre à la Régence d'Alger un million de piastres fortes- comme étant une sorte d'indemnisation sur les dégâts subis par Alger lors des deux bombardements-de 1783- des munition de guerre, ainsi que des présents gratifications à tous les membres du Diwan²⁸.

La signature de ce traité a surpris-au mois de septembre 1785-tous les membres du gouvernement de la Sublime Porte. Personne ne s'attendait à de tels résultats²⁹. Il faut dire aussi que cet état de fait contredit quelques affirmations des historiens espagnols qui prétendent que la Régence d'Alger intimidée par le sultan ottoman et ayant peur d'un troisième bombardement espagnol contre la capitale, a fait des propositions de paix à l'Espagne³⁰.

27. Ce personnage d'origine douteuse se présenta à AláCour d'Espagne le 13 Septembre 1784 avec un projet dans lequel il fait savoir au Premier Secrétaire d'Etat espagnol de faire conduire avant le printemps de l'année d'après, auprès de Sa Majesté Catholique Charles III, un ambassadeur d'Alger avec ordre du Dey et Diwan de demander la paix et d'offrir de conclure un traité de paix aux clauses et conditions identiques à celui établi entre la France et la Régence d'Alger. Son projet a été approuvé. le mois d'après il se dirigea vers Alger avec une lettre de recommandation du Roi au Dey d'Alger et des présents pour offrir aux membres du gouvernement algérien.

28. A.H.N.M., S.E., L.3612. J. de Mazarreo á Floridablanca. Alger 18 juin 1785, 15 fols.

29. Ibidem, L.4754 J. de Bouligny á Floridablanca. Constantinople 01 Sptembre 1785, 4fol.

30. T. García Figueras: *Presencia de España en Berberia central y oriental (Tremencen. Argel Túnez y Trípoli)*. Larrea, Madrid, 1943, J. Areilza et P. Castiella: *Reivindi-*

Ce qui est vétonnant c'est que le gouvernement espagnol, malgré ses déboires à Constantinople, continuait à faire appel au sultan, soit pour régler certains points litigieux avec Alger soit introduire dans le traité de paix un article qui se référerait à la garantie de la Sublime Porte, pour que celui-ci soit respecté par les algériens. En effet, parmi les articles déclaratoires proposés par le cabinet espagnol, comme conditions préalables à la ratification, il y avait un relatif à la garantie de Constantinople. Dans ses négociations avec le comte d'Expilly, le Dey, par respect au Sultan, a admis verbalement cette garantie, mais il l'a refusé de la mentionner dans le texte du traité; Cela dit que le traité de paix signé le 14 juin 1786 à Alger et ratifié six mois plus tard à Madrid, ne comporte aucune garantie du Sultan. Même le texte du traité, rédigé en Osmanli, ne mentionne pas son nom. C'est à dire qu'il n'est pas fait en son nom ni au nom du Dey et de la Régence d'Alger. Par contre, pour des raisons spirituelles - parce que le sultan est considéré comme un Kalifat du prophète Mohammed - on remarque que les deys d'Alger rédigeaient leurs lettres adressées aux souverains européens, aux noms du Sultan et ensuite du Dey. Vela veut dire qu'il existait toujours entre Alger et Constantinople une dépendance religieuse³¹.

5. ENVOI A ALGER D'UN AUTRE FIRMAN

Un autre exemple illustre parfaitement le type de relation qui existait entre Alger et Constantinople, suite à des réclamations faites par la Cour d'Espagne auprès du Sultan ottoman pour faire pression sur le Dey. En effet, la mise en application du traité de paix de 1786 a permis aux deux parties algérienne et espagnole de découvrir des divergences quant à la réduction des deux textes de ce dernier, version turque et version espagnole, essentiellement les articles VII, XX et XV relatifs au commerce des espagnols dans les ports algériens, l'attitude de la Régence d'Alger par rapport aux espagnols d'Oran et de Mers el Kébir et la position d'Alger vis à vis des alliés de la Cour d'Espagne. Cela veut dire tout simplement, et contrairement à ce qui est stipulé dans le texte espagnol du traité, que la Régence d'Alger continue comme avant sa signature d'attaquer Oran et Mers el Kébir jusqu'à sa récupération, que les

caciones de España. I.E.P., Madrid, s.d.; ainsi que d'autres historiens qui ont étudié de près ou de loin les négociations de paix entre Alger et Madrid.

31. A.H.N.M., S.E., L.3595, le comte d'Expilly à Floridablanca. Alger 14 janvier 1786, 3fol.

négociants espagnols ne peuvent accéder à tous les ports algériens, et que les alliés de cour d'Espagne ne peuvent être à l'abri des attaques des corsaires algériens³².

Evidemment ces divergences omis directement ou indirectement par les négociateurs au cours de la traduction et réduction du traité, se sont traduites sur le terrain par des heurts et des discordes fréquents qui ont débouché inévitablement sur un climat de tension diplomatique entre les deux gouvernements, jusqu'au point où Madrid s'est vu obliger de rappeler son consul général d'Alger au mois d'about 1787.

Ne pouvant rompre ses relations avec Alger-pour avoir payé chèrement lapaixle cabinet de Madrid saisit encore une fois le sultan de Constantinople pour intervenir mais aussi pour faire pression sur le Dey Mohammed ben Othmane Pacha. Les démarches entreprises par l'ambassadeur de la Cour d'Espagne J. de Boulogny dans la capitale de l'empire ottoman-au cours de l'année 1788 et début de l'année d'après- n'ont abouti à aucun résultat positif; parce il s'est avéré que la Sublime Porte a adopté depuis longtemps une attitude réservée et distante vis à vis de la Régence d'Alger³³.

Un évènement inattendu, advenu au cours de l'été 1789-la guerre russo-turque- a permis un rapprochement politique entre les trois capitales Madrid, Constantinople et Alger, suite à l'envoi par le dey des corsaires algériens combattre les russes, et suite également à la position ferme du gouvernement espagnol -à la demande algérienne- d'empêcher une escadre russe de passer en Méditerranée³⁴. Cette attitude courageuse de ce dernier a permis au Sultan de remettre à J. Boulogny - début octobre 1789- un firman destiné au dey d'Alger.³⁵ Ce document avait pour objectif d'atténuer le différent hispano-algérien, mais il ne ressemblait nullement à un ordre du Sultan. D'ailleurs ce document est arrivé à Alger au moment où les relations entre Alger et Madrid se sont déjà normalisées, après le retour du consul. M. de las Heras.

32. Ibidem, L.4742. la correspondance de J.de Boulogny à Floridablanca: du 16 aout, 1 septembre 1 octobre et 1 novembre 1787 se réfère aux démarches entreprises par lui pour obtenir un autre firman por Alger.

33. Ibidem. L.4763. J.de Boulogny à Floridablanca. Constantinople II février 1789, 3 fols.

34. Ibidem, L.3617. Le comte de Floridablanca à M. de Las Feras. Aranjuez 21 juillet 1789, 2 fols.

35. Ibidem, L. 5764. J. de Boulogny à Floridablanca. Constantinople I. Octobre 1789, 4fols.

En conclusion, nous pourrions dire, si nous nous basions sur les sources espagnoles, que la Régence d'Alger avait repoussé ou rejeté, avant, pendant et après les négociations de paix algéro-espagnoles, toute sorte d'immixtion de la Sublime Porte dans ses affaires politiques. Elle a même refusé de prendre en considération les recommandations du sultan, exprimées dans le firman de 1782, et refusé également de mentionner dans le traité la garantie de la Sublime Porte souhaitée par l'Espagne. Tout cela démontre clairement que le gouvernement d'Alger est arrivé à se détacher presque complètement de la tutelle de la Grande Porte. Le lien qui existait entre Alger et Constantinople avait plutôt un caractère beaucoup plus spirituel que politique. Ce sentiment de dépendance spirituelle se manifeste dans des mosquées parce que le Sultan était protecteur des lieux sacrés de l'Islam- et aussi dans la correspondance de la Régence d'Alger adressée aux souverains européens par respect du Sultan, tous les deys commencent leurs lettres en mentionnant son nom. Il se caractérise également par un envoi régulier de nouvelles recrues à Alger et par la mise à la disposition du Sultan des corsaires algériens en cas de guerre. Mais tout ce qui est politique intérieure et extérieure elle est menée indépendamment du pouvoir central.